

Les grands paradoxes du marché du travail sont toujours aussi corriaces

En Suisse, le chômage augmente et un quart des entreprises peinent à embaucher. D'un côté la crise biffe des emplois, de l'autre, les étrangers exerçant une activité lucrative émigrent en Suisse. L'UE se demande comment elle va pouvoir supporter le départ à la retraite des baby-boomers tout en sachant qu'elle n'atteindra pas les objectifs de Lisbonne...

En l'an 2000, l'UE s'est fixé pour objectif d'augmenter le taux d'activité de 63 à 70 pour cent pour 2010. Chez nous, 88 pour cent de la population de 15 à 64 ans est active. Une étude mandatée par Randstad¹ et réalisée par seo economic research montre que les objectifs visés par l'UE ne seront pas atteints en raison de la crise économique. Le taux d'activité global était en l'an 2008, de 66 pour cent dans l'Europe des 27. Deux tiers des personnes actives exerçaient donc une profession. Seuls sept pays ont atteint les 70 pour cent visés: le Danemark, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, l'Autriche, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Pour pouvoir passer la barre de Lisbonne, il aurait fallu que l'emploi augmente nettement dans certains grands pays tels que la Pologne, l'Italie, l'Espagne et la France.

Mais l'étude révèle aussi que sur le long terme, les objectifs en matière d'emploi ne suffisent pas à couvrir la demande de main d'œuvre des entreprises. Si le taux d'activité demeure constant, l'offre de travail diminuera dans les prochaines années à cause du vieillissement de la population. Un taux d'activité moyen de 70 pour cent ne suffira donc pas. 80 pour cent serait plus réaliste. La question est donc de savoir comment augmenter la participation au marché du travail.

Que faire contre la diminution de la population active?

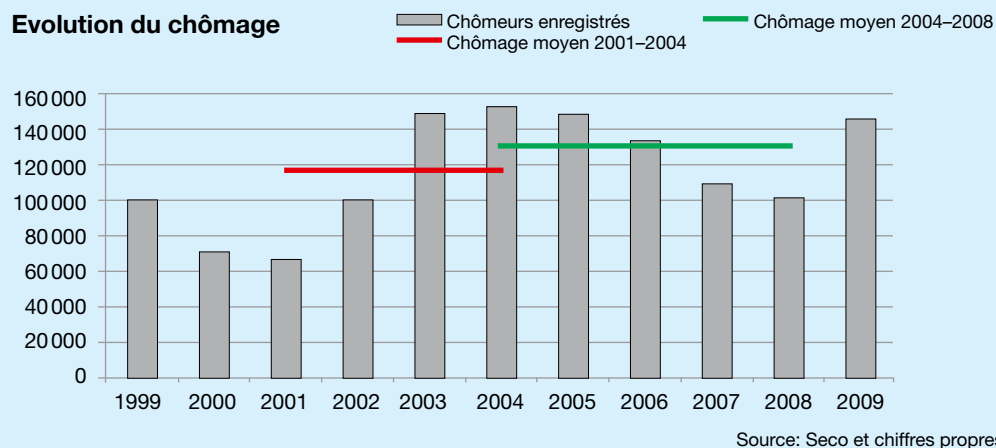
Parmi les solutions, l'UE tout comme la Suisse mise beaucoup sur la main-d'œuvre étrangère. Mais l'immigration ne compensera qu'une partie de cette diminution. Car la situation est la même dans tous les pays d'Europe. Le réservoir est partout limité, lorsqu'il ne va pas jusqu'à décroître.

Une deuxième option consiste à augmenter la productivité. Mais ce n'est pas une



Myra Fischer-Rosinger
est collaboratrice scientifique
chez swissstaffing.

Evolution du chômage



solution miracle. Car une telle option devrait commencer par relever le niveau de qualification demandé. Or, dans une partie de la population, en particulier pour les personnes peu qualifiées, l'offre d'emploi devrait même baisser et le chômage s'intensifier alors que dans le segment des personnes hautement qualifiées, il y aurait toujours pénurie de main-d'œuvre.

Enfin – et c'est là que réside tout le paradoxe – même lorsque demande et offre d'emplois coïncident, on constate que certaines personnes ne trouvent pas de travail. On parle là d'une inadéquation qualitative, lorsque les demandeurs d'emploi n'ont pas la formation ni les compétences requises pour être à la hauteur des emplois vacants.

C'est précisément ce paradoxe qui échauffe les esprits dans le débat qui ne cesse de renaître au sujet de la libre circulation des personnes. Près de 30'000 étrangers actifs ont immigré en 2009 en dépit de la crise. Ceci est probablement imputable à la pénurie de main-d'œuvre spécialisée qui existe comme par le passé dans certaines branches. A fin 2009, près d'une entreprise sur quatre annonçait encore des difficultés de recrutement pour le personnel qualifié. Mais l'immigration a diminué d'un quart par rapport à l'année précédente, ce qui montre que la libre circulation des personnes est un système souple, qui réagit aux fluctuations conjoncturelles.

Néanmoins, le chômage s'est amplifié pendant la crise. Des taux de chômage élevés et en nette augmentation sont enregistrés avant tout chez les personnes provenant de l'ouest des Balkans, de la Turquie et d'au-delà des frontières de l'Europe. Parmi les plus tou-

chés, on retrouve les gens arrivés en Suisse par le biais de la libre circulation et qui séjournent fréquemment dans notre pays depuis pas mal de temps déjà. Leur taux de chômage se situait au deuxième trimestre 2009 entre 9,0 pour cent et 13,8 pour cent – contre 3,1 pour cent chez les Suisses et 4,6 pour cent chez les ressortissants de l'UE. La principale raison de ce taux supérieur provient d'un niveau de formation -au-dessous de la moyenne.

Mesures de formation ciblées: la deuxième partie de la solution

L'inadéquation qualitative sur le marché du travail existe donc aussi en Suisse. Il faudrait s'attaquer urgemment à ce phénomène car il crée simultanément des problèmes sur deux fronts: d'abord, la pénurie de main-d'œuvre s'amplifie lorsqu'on ne réussit pas à harmoniser le portefeuille des compétences de la population active (nationale) avec les exigences du marché du travail. Par ailleurs, des problèmes sociaux apparaissent lorsque de larges cercles d'un groupe déterminé de la population sont exclus de ce marché. Les politiciens en charge de la formation (continue) et de l'intégration sont donc mis à contribution. S'il l'on pouvait amener les gens touchés de manière disproportionnée par le chômage à une compétence spéciale via des mesures de qualification ou de reclassement, ceci contribuerait à amortir du même coup la pénurie de main-d'œuvre et à réduire le chômage.

Myra Fischer-Rosinger

¹ Randstad (édit.) (2009). Drivers of participation. Facts, figures & policy issues affecting the labor market.